

LA LETTRE ECO

N°128

23 mai 2015

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°128

Le Coin des Epargnants

- Le tableau économique et financier
- La politique monétaire donne le La aux marchés
- Quand le marché du pétrole se calme

Si vous étiez absent cette semaine...

- La BCE contrattaque mais ne le répétez surtout pas !
- France, jusqu'à maintenant, tout va bien ou presque !
- Vérité de ce côté-ci du Rhin, n'est pas vérité au-delà...
- Quand les Etats-Unis sortiront-ils de l'hiver ?

Le Coin de la Conjoncture

- Le Japon surprend mais si peu
- Quand la Chine et l'Inde feront la course en tête ensemble...
- « On se souviendra de ce moment comme celui où les Etats-Unis ont perdu le contrôle du système économique mondial » Larry Summers
- Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord dans l'œil du cyclone

Le Coin des Tendances

- C'est capital d'être une capitale
- Demain, tout pour mais bien au contraire

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 22 mai 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	5 142	+2,99 %	4 272
Dow Jones	18 232	-0,22 %	17 823
Nasdaq	5 089	+ 0,81 %	4 777
Dax Allemand	11 815	+3,21 %	9 805
Footsie	7 031	+1,02 %	6 566
Eurostoxx 50	3 679	+2,97 %	3 146
Nikkei	20 264	+2,69 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans	0,9110	-1,09 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans)	0,608	-4,08 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans	2,214 %	+ 3,10 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (vendredi 22 mai 17 H 30)	1,1011	-3,79 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars 1^{er} fixing Londres (vendredi 22 mai)	1 211	-0,44 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (vendredi 22 mai 21 H 00)	65,460	-2,27 %	57,54

La politique monétaire donne le « La » aux marchés

La semaine boursière a été marquée par les déclarations des représentants des banques centrales européenne et américaine. Benoît Coeuré a, en début de semaine, réaffirmé la volonté de la BCE de maintenir le cap du QE quand, en fin de semaine, Janet Yellen, pour la FED, s'est avancée sur un probable relèvement, dès cette année, des taux. La reprise de l'inflation sous-jacente et la poursuite de la baisse du chômage constituent, en effet, deux arguments forts pour une normalisation de la politique monétaire américaine. L'euro s'est légèrement déprécié après la publication, aux Etats-Unis, des résultats d'inflation. Après trois semaines de blues, les marchés européens ont renoué avec la hausse, dopés par les annonces de la BCE sur la gestion, d'ici l'été, de la politique monétaire.

Quand le marché pétrolier se calme

Le week-end de la Pentecôte signe la fin d'un « rally » sur le pétrole. Le baril a baissé sur fond de hausse du dollar. Les fondamentaux du marché restent baissier à stable. Le niveau des stocks est élevé au moment même où nous nous engageons dans des périodes de moindre consommation. Il faut souligner que désormais la Chine est le premier importateur mondial de pétrole devant les Etats-Unis. Mais, la progression des importations chinoises de pétrole est inférieure aux prévisions.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE...

La BCE contrattaque mais ne le répétez surtout pas !

Entre bonnes et mauvaises nouvelles, il est difficile de se faire un avis sur la pérennité et la force de la reprise économique européenne. Au gré des résultats, l'optimisme ou le pessimisme l'emporte. Plusieurs années de récession ou de stagnation au sein des pays membres de la zone euro ont laissé des traces. La publication du moindre signe négatif suffit pour modifier le jugement de la veille. Les espoirs de croissance avec l'alignement des planètes sont tels que les interprétations excessives se succèdent à toute vitesse aidées en cela par la diffusion de plus en plus rapide des informations.

Les derniers soubresauts sur les taux et sur l'euro s'expliquent tant par les anticipations, la spéculation que par l'impatience. Les investisseurs espèrent le passage de la nuit à la lumière d'un coup de baguette magique, baguette qui porte le nom de QE. De ce fait, ils se raccrochent aux saintes annonces de la Banque centrale transformée en messie de ce début de siècle. Il a ainsi suffi, cette dernière semaine que Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE, réaffirme la détermination de la BCE à mener son programme de rachats et sa capacité à en réguler le montant en fonction des besoins pour rassurer les marchés. L'économiste de la BCE a ainsi précisé que l'Eurosystème amplifiera ses achats en mai et en juin afin de tenir compte de la saisonnalité. La Banque centrale réduira ses opérations durant l'été quand les marchés seront moins actifs. Certes, Benoît Coeuré a tenu à préciser que l'augmentation des achats prévue en mai était sans lien avec les tensions enregistrées, ces derniers jours, sur les taux des obligations souveraines. Il n'en demeure pas moins que cette déclaration a été immédiatement suivie d'effet avec une baisse de près de 2 % du cours de l'euro par rapport au dollar, d'une réduction de 6 points de base des taux des obligations à 10 ans tant pour la France que pour l'Allemagne et par une augmentation des indices « actions » de plus de 2 %. Comme quoi il n'y pas que Barcelone qui a son Messi(e).

France, pour le moment tout va bien ou presque

La France est la bonne surprise de ce début d'année. Notre pays fait la course en tête au sein du G7 pour la croissance. Au-delà des vicissitudes des taux et du cours du baril, les indicateurs restent bien orientés en cette fin de mois de mai.

Selon l'INSEE, le climat des affaires s'est amélioré avec un gain d'un point. Certes, l'indicateur demeure inférieur à son niveau moyen de long terme (100) mais, pas à pas, il s'en rapproche. Le climat progresse dans tous les secteurs, de quatre points dans le commerce de gros, de deux points dans le commerce de détail et les services, et d'un point dans l'industrie et le bâtiment. Autre point positif, l'indicateur de retournement pour l'ensemble de l'économie augmente légèrement et repasse dans la zone indiquant une situation conjoncturelle favorable. Seul bémol, l'indicateur de retournement dans le bâtiment reste dans la zone d'incertitude, les autres indicateurs de retournement se situant en zone favorable.

De son côté, l'indice PMI établi par Markit est repassé au-dessus de la frontière des 50 qui marque le passage de la contraction à l'expansion économique. Si le PMI des services est à 51,6, celui de l'industrie manufacturière n'atteint que 49,3 mais il est en net progrès par rapport au mois d'avril où il ne s'élevait que de 48.

Vérité de ce côté-ci du Rhin, n'est pas vérité au-delà...

L'Allemagne continue de patiner. Après la confirmation que la croissance n'a pas dépassé 0,3 % au premier trimestre, plusieurs indicateurs soulignent que l'économie allemande n'arrive pas à accélérer le rythme. Les indices PMI et les indices IFO indiquent que l'Allemagne est bien sur un plateau. Le moral des investisseurs (indice ZEW) est en net recul. Elle souffre du ralentissement économique plus prononcé que prévu de la Chine qui est un client important pour les fabricants de machines-outils. De même, la baisse du cours du pétrole pèse sur les exportations à destination des pays pétroliers. La multiplication des conflits (Moyen-Orient et Ukraine) pénalise également les entreprises allemandes qui sont bien implantées dans les régions concernées. Par ailleurs, l'intensification des conflits sociaux (chemin de fer, Lufthansa...) gêne également l'activité et contribue à la dégradation de la confiance.

L'Allemagne doit réorienter ses facteurs de développement. La croissance repose de plus en plus sur la demande intérieure et donc sur la consommation. Or, avec une population âgée ayant une forte propension à l'épargne, ce moteur est, en règle générale, moins dynamique que les exportations. Les augmentations de salaire pourraient néanmoins favoriser son décollage.

Malgré les difficultés en cours, les autorités allemandes restent optimistes en espérant une croissance de 1,8 % en 2015 contre 1,6 % en 2014.

Quand les Etats-Unis sortiront-ils de l'hiver ?

Avec la succession d'hivers durs, il est désormais admis que l'économie américaine n'aime pas le froid. La croissance du PIB du premier trimestre devrait être revue à la baisse. Elle pourrait être voisine de zéro. Or, malgré l'arrivée des beaux jours, les indicateurs économiques tardent à se redresser

En avril, les ventes de détail sont restées étales, les ventes d'automobiles et de carburant étaient en baisse et, hors éléments volatils, elles n'ont augmenté que de 0,1 %. Si les ventes de détail hors éléments volatils augmentaient selon le taux moyen de ces douze derniers mois, la croissance trimestrielle ne serait que de 1,8 % ce qui constituerait un rebond très limité après un repli de 0,5 % enregistré au premier trimestre.

La production industrielle a été, en avril, encore plus décevante, avec une cinquième baisse mensuelle consécutive, portant le taux de croissance annualisé sur 3 mois à -2,4 % ce qui constitue la plus mauvaise série depuis août 2009. Le ralentissement de la production pourrait être dû, en partie, au blocage des importations de matières premières et de produits intermédiaires à la suite du mouvement de grève des

dockers de la côte ouest. Par ailleurs, il est indéniable que les exportations sont gênées par le cours du dollar.

L'indice PMI manufacturier a déçu et l'enquête de la FED de Philadelphie pour le secteur manufacturier a conclu également à une décélération de l'activité. Les enquêtes réalisées dans l'industrie manufacturière semblent indiquer néanmoins qu'un point bas a été atteint. En mai, les enquêtes régionales annoncent une amélioration. Dans le secteur de la construction, le rebond du mois d'avril a été assez prononcé, avec une progression à deux chiffres des mises en chantier et des permis de construire (respectivement, +20,2 % et +10,1 % en rythme mensuel). Par ailleurs, les stocks sont particulièrement bas ce qui devrait conduire à des hausses de production dans les prochaines semaines.

La situation du marché du travail ne cesse de s'améliorer avec un bon score des créations d'emploi en avril après le décevant mois de mars. Le taux de chômage est désormais à 5,4 % et pourrait avoisiner 5 % avant la fin de l'année.

Dans ce contexte rempli d'incertitudes, le Comité de politique monétaire de la FED a, en avril, considéré qu'il n'était pas opportun de relever les taux au mois de juin. Néanmoins, le comité est de plus en plus divisé sur le calendrier de relèvement des taux. Certains membres du comité réclamaient une hausse en septembre quand d'autres préféreraient temporiser jusqu'en 2016.

Le Comité avait conclu, en avril, que l'augmentation des taux n'interviendrait qu'en cas de signes positifs sur l'emploi et l'inflation. Si l'inflation demeure en territoire négatif au mois d'avril, hors alimentation et hors énergie, les prix ont augmenté de 1,8 % sur un an contre 1,7 % au mois de mars.

Les membres du Comité ont essayé, lors de leur réunion d'avril, de comprendre les raisons de l'atonie économique. Au-delà de la saisonnalité, ils s'interrogent sur le faible impact au niveau de la consommation des baisses du prix du pétrole. Les ménages américains s'europanisent en épargnant d'avantage qu'auparavant. Est-ce par précaution ou par vieillissement ? Pour le moment, aucune réponse ne s'impose.

Le 22 mai dernier, dans le cadre d'un discours à la Chambre de Commerce de Providence dans l'Etat de Rhode Island, la Présidente de la FED a semblé vouloir mettre fin aux tergiversations et interrogations. Janet Yellen, a, en effet, déclaré que si « l'économie continue de s'améliorer comme je le prévois, je pense qu'il sera approprié à un moment donné cette année de faire le premier pas en relevant l'objectif de taux des fonds fédéraux afin d'amorcer la normalisation de la politique monétaire. La dernière hausse de taux date de 2006 ».

La Présidente de la FED considère que les mauvais résultats du premier trimestre sont purement passagers et « qu'avec la dissipation des vents contraires, l'économie américaine semble bien partie pour la croissance ». Le balisage de la hausse des taux se précise...

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Le Japon surprend mais si peu

Le Japon a enregistré un bon premier trimestre avec une croissance de 0,6 % faisant suite à celle de 0,4 % du dernier trimestre de 2014. Ainsi, l'archipel nippon sort de la récession. En glissement annuel, il y a une véritable accélération, la croissance passant de 1,5 à 2,4 % en trois mois. Cette croissance a été portée par la demande intérieure qui représente 60 % du PIB et notamment par les investissements privés qui sont en augmentation pour la première fois depuis un an. L'investissement public a, en revanche, reculé de 5,5 % au premier trimestre.

Le commerce extérieur reste toujours un point faible pour le Japon. Si, en mars, un excédent a été obtenu, une première depuis 2012, il ne devrait pas être réédité dans les prochains mois. Certes, le Japon profite à plein de la baisse des cours du pétrole. La facture énergétique qui s'était gonflée après la catastrophe de Fukushima s'est allégée de plus de 30 %.

L'amélioration de la conjoncture en ce début d'année ne doit pas faire oublier les mauvais résultats de l'année dernière marquée par un recul du PIB d'un point. Le Japon a mis près d'un an à digérer l'augmentation de trois points de la TVA mise en œuvre le 1^{er} avril dernier.

Pour 2015, le taux de croissance pourrait néanmoins atteindre cette année 1,5 % ; en revanche, l'inflation aura du mal à se rapprocher de l'objectif de 2 % que s'est assigné le Gouvernement. Les tendances déflationnistes.

La déflation est chevillée au corps du Japon. De nombreux facteurs jouent contre toute hausse des prix. Le montant de la dette, 250 % du PIB, impose le maintien de taux bas et génère un effet d'éviction évident dans un pays peu ouvert sur l'extérieur. Près du quart du budget sert à acquitter les intérêts de la dette. Par ailleurs, près du tiers du budget sert à payer les pensions et les dépenses de santé ce qui n'est pas favorable à l'investissement et à l'activité. L'Etat est d'autant plus privé de marges de manœuvre qu'il aux finances des collectivités locales à hauteur de 16 % de ses dépenses. Le déficit public n'arrive pas à redescendre en dessous de 7 % du PIB. Sans consolidation fiscale, la dette pourrait atteindre, toute chose étant égale par ailleurs, plus de 400 % du PIB en 2040. Au mieux, à condition d'un effort budgétaire conséquent à hauteur de 7 % du PIB et d'une croissance de 2 %, la dette pourrait être ramenée à 100 % du PIB en 2040.

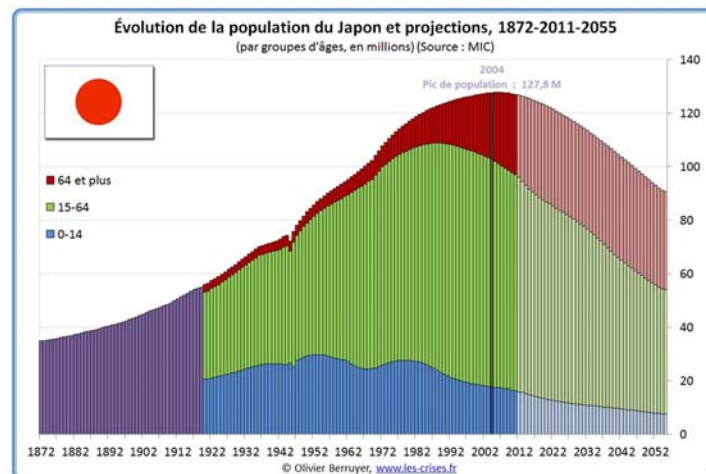
Dans ces conditions, l'OCDE incite le Gouvernement japonais à poursuivre le processus de hausse de TVA qui a été interrompu en 2014 du fait de son impact récessif. Le taux de TVA est de 8 % au Japon pour une moyenne au sein de l'OCDE de 19 %.

La situation démographique constitue un important, voire le premier, moteur de la déflation. La population japonaise a atteint son pic en 2004 et diminue d'année en année. La population active se contracte rapidement du fait de la faiblesse des classes d'âge arrivant sur le marché du travail et de la quasi-inexistence de

l'immigration. Cette diminution de la population active devrait conduire à des pressions sur les salaires. Or, elles restent contenues en raison du niveau de vie déjà très élevé et de la faiblesse de l'esprit revendicatif. La forte productivité japonaise contribue également à peser sur les prix.

Pour éviter les goulets d'étranglement, l'OCDE préconise une augmentation du taux d'emploi des femmes qui jusqu'à maintenant arrêtent de travailler après l'accouchement du premier enfant.

Cette diminution de la population contribue à la baisse tendancielle de la croissance qui est passée de plus de 3 % dans les années 80 à moins de 1 % depuis près de 10 ans. En revanche, la croissance du PIB par habitant demeure assez élevée. Néanmoins, avec la contrainte financière croissante, le taux de pauvreté tend à s'accroître au Japon. Il est passé de 12 % en 1985 à 16 % en 2014.



Le Japon est également pénalisé par son secteur agricole non rentable. 83 % des agriculteurs japonais ont plus de 60 ans et plus de la moitié ont plus de 70 ans. Une telle situation pèse sur la productivité agricole et sur la mise en œuvre de réformes du secteur agricole qui est subventionné à plus de 60 % quand celle de l'Union européenne ne l'est qu'à 30 % et celle des Etats-Unis ne l'est qu'à 10 %.

La déflation au Japon s'exprime également par le rejet des valeurs entrepreneuriales. Moins de 30 % de la population juge que l'entrepreneuriat est un bon choix de carrière. Ce taux est de 80 % aux Pays-Bas et de 55 % en France.

Le Japon souffre d'un essoufflement de sa recherche avec un fort cloisonnement entre secteur public et secteur privé. Par ailleurs, le tissu économique se renouvelle très lentement. Les start-up de moins de 2 ans représentent moins de 5 % des PME quand celles de plus de 10 ans représentent plus de 75 %. La France compterait près de 20 % de PME de moins de 2 ans.

Le FMI émet des jugements de plus en plus négatifs sur la situation du Japon. Ainsi, l'organisation internationale que la Banque centrale n'arrivera pas à atteindre l'objectif de 2 % d'inflation qu'elle s'est fixée. Le FMI appelle de ses vœux l'engagement de véritables réformes structurelles permettant une réelle consolidation budgétaire et une modernisation du marché du travail. Le FMI juge les hypothèses économiques des autorités trop optimistes au point qu'elles pourraient créer une défiance de la part des investisseurs vis-à-vis du Japon.

Quand la Chine et l'Inde feront la course en tête ensemble...

La Chine et l'Inde se sont longtemps regardées en chiens de faïence. Les conflits entre les deux pays sont légion mais avec leur développement économique, ils essaient de développer leurs relations économiques et de valoriser leurs complémentarités.

La visite à la mi-mai du Premier ministre indien, Narendra Modi, s'est inscrite dans un réel processus de rapprochement. Il a, à cette occasion déclaré que « le XXIème sera asiatique et la direction que prendra l'Asie façonnera le monde ».

L'Inde est, aujourd'hui, la 8^{ème} puissance mondiale et compte plus 1,2 milliard d'habitants quand la Chine est la 1^{ère} puissance mondiale en termes de PIB en ayant plus de 1,360 milliard d'habitants.

D'ici quelques années, les deux puissances asiatiques pourraient faire jeu égal et dépasser les Etats-Unis. L'Inde s'est déjà hissée comme premier exportateur mondial de services informatiques, de médicaments génériques, et de services aux entreprises quand la Chine est le premier exportateur de produits industriels.

Le Premier Ministre indien à l'occasion de sa visite dans la province du Président chinois, Xi Jinping, a indiqué qu'il souhaitait que des investisseurs chinois soient plus présents en Inde et qu'ils contribuent à la réalisation de travaux d'infrastructures. En contrepartie de l'ouverture du marché des travaux publics indien, le Premier Ministre a demandé celle du marché chinois des médicaments et des services informatiques.

« On se souviendra de ce moment comme celui où les Etats-Unis ont perdu le contrôle du système économique mondial » Larry Summers

Le système politique économique et politique international reste régi par les accords issus du règlement de la Seconde Guerre Mondiale. Les cinq membres de l'ONU sont les vainqueurs de la guerre 39-45 ; le FMI est dirigé par un Européen quand la Banque Mondiale l'est par un Américain. La chute du mur de Berlin, le développement des pays émergents n'ont pas donné lieu à une révision en profondeur des statuts des grandes institutions internationales. Le Congrès américain bloque la réforme du FMI avec comme risque un affaiblissement par manque de moyens de l'institution, l'augmentation du capital du FMI étant conditionné à une modification des droits de vote. Jusqu'à maintenant, le statu quo a été maintenu grâce aux divisions au sein des pays émergents. Néanmoins, la Chine

entend prendre de plus en plus ses responsabilités et jouer un rôle diplomatique en phase avec son nouveau statut de très grande puissance. Ce basculement du pouvoir au niveau de la planète est symbolisé par le développement de la Banque Asiatique d'Investissement qui rassemble désormais 57 pays. Ces derniers mois, la Chine a défaut d'obtenir des Etats-Unis une refonte du FMI et de la Banque Mondiale avec en particulier l'épineux dossier des droits de vote a, par voie de réaction, décidé d'accroître les moyens de la Banque asiatique et de convier autour de la table de nombreux Etats. La nouvelle Banque Asiatique de Développement pour les Infrastructures (AIIB) entend ainsi concurrencer la Banque mondiale sous influence américaine et la Banque Asiatique de Développement sous influence japonaise.

Malgré les pressions américaines, les pays européens ont préféré adhérer à cette nouvelle structure de peur de perdre des parts de marché en Asie. Pour Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor américain, « on se souviendra de ce moment comme celui où les Etats-Unis ont perdu le contrôle du système économique mondial ».

Parmi les projets emblématiques, la Chine a prévu d'affecter 40 milliards de dollars à un fonds pour la construction de la nouvelle route de la soie destiné à de la relier à l'Europe par voie terrestre et maritime. Un autre axe stratégique devant relier la Chine à l'Inde et au Moyen Orient, en passant par le Pakistan est également inscrit dans les projets qui seront soutenus par la banque. La Banque entend également financer la modernisation de nombreux ports par lesquels transitent les exportations chinoises.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord dans l'œil du cyclone

Le développement des conflits qui s'étendent à de nombreux Etats et la baisse du cours du pétrole mettent la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sous tension. Or, malgré cette situation peu engageante, la croissance résiste et devrait atteindre 3 % cette année. Elle est néanmoins trop faible pour réduire le chômage qui reste dans plusieurs Etats élevé.

Pour les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, le taux de croissance devrait se situer à 2,4 % en 2015 et pourrait augmenter en 2016 pour atteindre 3,5 %. Cette bonne résistance de la croissance s'explique par l'utilisation des amortisseurs financiers mis en place ces dernières années. Les fonds souverains jouent un rôle évident dans la diversification des économies du Golfe.

Néanmoins, les pays exportateurs devraient perdre cette année 380 milliards d'euros de recettes d'exportation provoquant l'apparition d'un déficit commerciale de 22 milliards d'euros. En raison de la diminution des recettes fiscales assises sur le pétrole, les soldes budgétaires devraient se dégrader très fortement cette année. Le déficit moyen serait déficitaire de 8,5 %. Du fait de l'engagement de vastes programmes de dépenses publiques, le cours minimal pour équilibrer les budgets est plus élevé que celui des dernières décennies. Il serait désormais supérieur à 60 dollars le baril.

Les pays de la région importateurs de pétrole devraient fort logiquement enregistrer une accélération de leur croissance qui passerait de 3 à 4 % de 2014 à 2015. Néanmoins, les baisses des prix du pétrole n'ont été que partiellement répercutées sur les prix des carburants. Les coûts de production et le niveau des revenus disponibles ont été, de ce fait, peu modifiés. Ces pays ont avant tout cherché à réduire leur endettement et reconstituer leur réserve de change.

Pour les pays d'Afrique du Nord, la situation est contrastée. Les menaces terroristes réduisent les recettes touristiques (Tunisie et Maroc) quand la baisse du cours du pétrole handicape l'Algérie.

Les Etats à forte activité touristique comme la Tunisie doivent faire face à une dégradation de leur balance des paiements et de leurs finances publiques. Ainsi, si la Tunisie a, sur le plan de la croissance, plutôt bien résisté depuis la révolution de 2011, c'est au prix de profonds déséquilibres. La croissance qui a atteint 2,3 % était attendue avant l'attentat du Bardo à Tunis à 3 % cette année. La balance des paiements courants devrait enregistrer cette année un déficit supérieur à 7 % du PIB. Comme dans beaucoup de pays de la région, le taux d'activité demeure très faible, autour de 50 % avec un taux de chômage supérieur à 15 %.

L'Algérie est fortement touchée par la baisse des cours du pétrole et a demandé à l'Arabie Saoudite d'éviter toute surenchère dans la guerre des prix. La croissance de l'économie algérienne devrait passer de 4,1 à 2,6 % de 2014 à 2015. Pour 2016, le Gouvernement reste optimiste avec une prévision à 3,9 % retenue par le FMI.

Le solde global des administrations publiques algériennes devrait être déficitaire à hauteur de 12,9 % du PIB, en 2015, selon le FMI. Le solde des transactions courantes (essentiellement la balance des paiements extérieurs) devrait être également très négative ; le déficit prévisionnel est de 15,7 % du PIB. La baisse des cours du pétrole a engendré « des pertes extérieures » pour l'Algérie équivalentes à environ 10 % du PIB.

Pour équilibrer son budget, l'Algérie a besoin d'un baril de pétrole à 111 dollars selon le FMI. Afin de lisser l'impact de la chute des cours, les autorités ont puisé dans le Fonds de régulation des recettes (FRR).

Le FMI a invité l'Algérie à revoir ses politiques publiques et en particulier celles subventionnant les carburants. Il souhaite également une action plus énergique pour lutter contre l'inflation qui devrait atteindre 4 % en 2015 et 2016 contre 2,9 % l'année passée. Cette inflation est la conséquence de la manipulation du taux de change. Afin de maintenir en monnaie locale, les recettes tirées du pétrole, les autorités ont facilité la dépréciation de leur monnaie qui permet également de favoriser les exportations.

LE COIN DES TENDANCES

C'est capital d'être une capitale

L'Union européenne a mené une enquête sur le PIB par habitant des différentes régions européennes. Les frontières régionales retenues par l'Europe ne sont pas exactement celles des régions administratives. Néanmoins, l'étude permet d'avoir une vision sur les inégalités spatiales au sein de l'Union.

Parmi les dix régions les plus riches au sein de l'Union européenne, figurent, sans surprise, sept régions dotées en leur sein d'une capitale : Londres, Luxembourg, Bruxelles, Bratislava, Stockholm, Paris et Prague. Les capitales politiques sont également, des cœurs économiques de première ampleur. Les nouvelles technologies favorisent, contrairement à quelques idées reçues, la concentration sur les très grandes métropoles des activités. Dans des pays centralisés, la capitale politique dotée de centres de recherche, des centres décisionnels aspirent une grande partie de la création de richesse nationale.

L'Allemagne diffère sensiblement des autres Etats du fait de sa structure fédérale et de ses traditions. La région la plus riche chez notre voisin d'Outre-Rhin est Hambourg avec un PIB par habitant 95 % plus élevé que la moyenne européenne. Suivent la ville de Brème, la Bavière et le Baden Württemberg. Berlin qui a été durant des décennies une enclave et la capitale d'un Etat pauvre ne peut pas rivaliser avec les autres grandes métropoles régionales allemandes.

La France possède la région la plus pauvre avec Mayotte dont le PIB par habitant est inférieur de 27 % de la moyenne européenne quand le Royaume-Uni peut s'enorgueillir d'avoir, avec l'Inner London, la région la plus riche avec un PIB par habitant supérieur de 325 % supérieur à la moyenne. L'Île de France est la seule région française en arrivant en 8^{ème} position à figurer parmi les vingt régions au plus fort PIB par habitant. L'Allemagne classe cinq régions dans ce classement, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, deux. Sans surprise, les régions les plus pauvres se trouvent, hormis Mayotte, dans les pays d'Europe de l'Est : Bulgarie, Roumanie, Hongrie et Pologne.

Demain, tout pour mais bien au contraire

De longue date, les Français entretiennent une relation complexe vis-à-vis du progrès technique et du changement. Ils sont tout à la fois friands de nouveautés comme les Smartphones tout en étant allergiques à certaines innovations ou soupçonneux sur leurs effets économiques et sanitaires (OGM, gaz de schiste, ondes des téléphones...). La société Harris a réalisé une étude poussée sur l'appréciation des Français sur le progrès et sur l'évolution de la société d'ici 2035.

Un optimisme mesuré vis-à-vis du progrès technique

Contrairement à quelques idées reçues, 73 % des Français considèrent les innovations technologiques comme des sources d'opportunités plutôt que de risques. Sans surprise, les jeunes, les cadres supérieurs et les diplômés sont les plus ouverts au progrès technique.

57 % des Français se déclarent optimistes en pensant à 2035. 42 % jugent néanmoins que le progrès n'améliorera pas les conditions de vie et qu'il est générateur de dangers. Parmi les premiers figurent les hommes, les cadres, les professions libérales, les habitants de l'Île de France et les diplômés. Parmi les plus inquiets figurent les habitants du Sud-Ouest et les non-diplômés.

Si l'optimisme prévaut pour 2035, les Français ne croient pas que le progrès résoudra nos problèmes. En outre, ils pensent que la France continuera de rétrograder dans le classement des puissances mondiales (du 6ème au 10ème rang).

Pour une société de proximité, respectueuse de l'environnement

77 % des Français estiment que leur vie en 2035 sera différente, ce taux atteint 80 % chez les jeunes ; un quart même des sondés imaginent leur vie totalement différente. Les Français aspirent à une société plus écologique, plus humaine, où l'on serait en meilleure santé. Si la possibilité de faire ses courses dans un supermarché virtuel ou via son réfrigérateur connecté tente une majorité de Français (respectivement 59 % et 51 %), la perspective d'un supermarché « tout-connecté » avec écrans et bornes interactives ou encore la possibilité de rédiger sa liste de courses grâce à un casque qui lirait dans nos pensées et la transmettrait à une centrale d'achat n'attirent qu'une minorité d'entre eux (36 % et 12 %).

Les désirs des ménages concernant la consommation ne sont pas révolutionnaires. 91 % des sondés affirment vouloir, en 2035, faire leurs courses dans des petits commerces et au marché. 76 % aimeraient conserver les supermarchés tels qu'ils sont aujourd'hui. 59 % aimeraient réaliser leurs courses sur Internet avec livraison à domicile ; 51 % à partir d'un écran intégré à un réfrigérateur avec un dispositif de gestion des produits manquants. Les Français restent hostiles aux techniques qui pourraient mettre en cause leur intégrité physique (puces implantées...). Sur les moyens de paiement, les Français optent pour le maintien de la carte de paiement. Les cartes sans contact séduisent 20 % des ménages.

Les joies de la multi-activité

Les Français ne pensent pas que les robots remplaceront les travailleurs mais qu'ils devront changer plusieurs fois de métiers au cours de la vie professionnelle. Ils sont 93 % à le penser. 81 % des sondés pensent que nous occuperons en 2035 plusieurs emplois en même temps. 77 % pensent que le télétravail sera généralisé au moins sur une partie de la semaine. Les sondés considèrent que le temps de travail devrait augmenter d'ici 2035. Seuls 11 % pensent que le temps de travail sera inférieur à celui de 2015. Sur le chômage, les Français sont très partagés. 31 % optent pour un

chômage plus faible, 23 % pour un chômage identique et 36 % pour un chômage plus élevé.

Robocop, non merci

Les Français sont assez réservés sur la robotisation des activités professionnelles. 82 % refusent l'idée de remplacer les militaires par des robots. Ils sont 89 % à être opposés à une substitution des policiers par des machines. Les Français sont très réservés vis-à-vis des drones. De même, ils rejettent à 95 % la mise en place de robots auxiliaires de vie pour les personnes âgées dépendantes.

La santé avant tout

D'ici 2035, les Français considèrent que de nombreux progrès seront réalisés au niveau de la santé. 93 % des sondés pensent que les prothèses pourront facilement remplacer des membres ou des organes. Le dépistage des cancers pourra, selon 71 % d'entre eux, être réalisé en moins de 10 minutes. 80 % pensent que les objets connectés en matière de santé feront partie intégrante de notre quotidien. Ces progrès devraient aboutir à une augmentation significative de l'espérance de vie en bonne santé. En 2035, les Français pensent qu'elle pourrait atteindre 80 ans (28 %), 90 ans (28 %) voire 100 ans (16 %). Aujourd'hui, l'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans. En revanche, 71 % des ménages jugent que la santé coûtera de plus en plus chère.

Pour la dépendance, les Français considèrent qu'il faudra développer le système de prise en charge à domicile. 63 % des sondés s'opposent à toute privatisation du système de santé et au développement de contrat privé.

Les loisirs doivent résister au tout-numérique

Au niveau des loisirs, les Français privilégient la convivialité. Ils ne sont pas favorables au développement des lunettes connectées jugées peu compatibles avec une vie sociale. 75 % des sondés s'expriment en faveur du maintien des grands événements en direct pouvant rassembler un vaste public.

Les Français sont assez partagés sur les bienfaits de la technologie. Il y a une évidente méfiance surtout quand il s'agit de l'alimentation (OGM^o ou du corps humain (puce intégrée). En revanche, il y a un réel espoir des conditions de vie d'ici 2035. Il est à noter que les Français sont assez pessimistes sur la capacité du pays à maintenir son rang dans le concert des nations.

(Les résultats mentionnés ci-dessus sont issus de l'enquête d'Harris Interactive réalisée du 10 au 12 mars 2015 sur un échantillon de 1020 personnes représentatif âgées de 18 ans et plus. Méthode et quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socio-professionnelle et région)

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 24 mai

Au **Japon**, il faudra regarder **l'évolution de la balance commerciale** du mois de mars. Elle devrait être à nouveau déficitaire.

Lundi 25 mai

Au **Japon**, sera publiée **l'enquête mensuelle économique** de la Banque centrale.

Mardi 26 mai 2015

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les commandes de biens durables** du mois d'avril ainsi que **l'indice Redbook** du mois de mai. Une baisse est attendue pour l'ensemble des biens durables à hauteur de 0,2 % après la hausse de 4 % du mois de mars.

Seront également publiés aux Etats-Unis, **l'indice des prix des maisons** du mois de mars, les ventes de maisons neuves du mois d'avril, **l'indice manufacturier de la FED de Richmond** du mois de mai. Il sera surtout important de regarder l'évolution de **l'indice de confiance des consommateurs américains** pour le mois de mai. Ce dernier indice devrait être stable voire en légère diminution.

Mercredi 27 mai

En **Allemagne**, il sera utile de suivre **les résultats des ventes de détail** du mois d'avril. Il faudra également suivre l'enquête Gfk sur la confiance des consommateurs. L'indicateur est attendu en légère baisse.

En **France**, sera publié **l'indice sur la confiance des consommateurs** du mois de mai. Il était de 94 au mois d'avril ; il pourrait progresser d'un point.

Aux **Etats-Unis**, seront communiqués les **indices PMI composite et des services** de Markit du mois de mai. Ils seraient stables par rapport à avril.

Au **Japon**, seront publiés **les résultats de l'emploi** du mois d'avril ainsi que les ventes de détail pour ce même mois.

Jeudi 28 mai

Au **Japon**, il faudra regarder **les capacités d'autofinancement des entreprises** pour le mois d'avril ainsi que les **mises en chantier**.

En **Italie**, seront publiés les indicateurs sur la confiance des consommateurs et des entreprises.

En **Espagne**, sera connu **le taux de croissance** pour le 1^{er} trimestre. Il devrait être confirmé à 0,9 % portant le taux de croissance annuelle à 2,6 % contre 2 % en fin d'année 2014.

Pour la **zone euro**, il faudra **suivre l'indicateur sur le climat économique, la confiance de l'industrie, le sentiment des services et la confiance des consommateurs** pour le mois d'avril. L'indice du sentiment économique devrait se dégrader légèrement en mai en phase avec le mouvement d'avril. Ce processus s'inscrit dans la moindre confiance des consommateurs mais l'indice restant toutefois au-dessus de 103 mais demeure compatible avec le maintien d'un cycle de reprise.

Aux **Etats-Unis**, seront communiquées **les ventes de maisons et les promesses de ventes** du mois d'avril.

Au **Japon**, seront rendus publics **le taux d'inflation du mois d'avril et le taux d'inflation hors alimentation sur Tokyo pour le mois de mai**. Avec la fin de l'effet hausse de TVA, le taux d'inflation devrait s'effondrer passant de 2 à 0,6 %.

Toujours au Japon seront connus **la production industrielle** du mois d'avril. La production devrait augmenter de 0,3% en avril, après le recul de 0,8% du mois de mars, en raison de la faiblesse des exportations et de la chute de la demande de voitures suite à la hausse des taxes en avril. Il faudra également regarder **le taux de chômage d'avril et les dépenses des ménages**.

Vendredi 29 mai

Le résultat de la **croissance** du premier trimestre sera connu pour la **Suisse**.

En **France**, il faudra regarder de près **l'évolution des dépenses de consommation des ménages** du mois d'avril. Une progression est espérée aidée en cela par nette remontée de la confiance des ménages en relation avec la progression des gains de pouvoir d'achat issus de la baisse du pétrole.

Le **taux d'inflation** du mois de mai pour l'**Espagne** sera publié.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre la publication de **la croissance du premier trimestre** ainsi que les résultats de **l'investissement** toujours pour le premier trimestre. Sera également publié **l'indice des services**.

Sera également publié une version affinée **du taux de croissance de l'Italie** pour le premier trimestre.

Aux **Etats-Unis**, il sera intéressant d'étudier **les éventuelles révisions sur le taux de croissance du premier trimestre**. Une révision à la baisse est attendue.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC